

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51100 Reims

Reims, le

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/12/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CARRIERES ET MATERIAUX NORD-EST

12 RUE LEOPOLD FRISON

--

51000 Châlons-En-Champagne

Références : 1093
Code AIOT : 0100000022

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/12/2024 dans l'établissement CARRIERES ET MATERIAUX NORD-EST implanté Rue de Matignicourt – 51300 Écriennes. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERES ET MATERIAUX NORD-EST
- Rue de Matignicourt – 51300 Écriennes
- Code AIOT : 0100000022
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Carrières et Matériaux Nord Est (CMNE) - Etablissement Morgagni a été autorisée à exploiter une carrière alluvionnaire de sables et graviers sur le territoire de la commune d'Ecriennes par l'arrêté préfectoral n°2023 A 21 IC du 7 mars 2023, modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire n°2024 APC 29 IC du 2 avril 2024. La production annuelle maximale autorisée est de 200 000 t.

L'activité de la carrière consiste en l'extraction de matériaux relevant du régime de l'Autorisation au titre de la rubrique 2510, et du régime de la déclaration au titre de la rubrique 2517.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
18	Surveillance du niveau des eaux superficielles	Arrêté Préfectoral du 07/03/2023, article 5.3	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Mise en service	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 2	Sans objet
2	Nature des installations	Arrêté Préfectoral du 07/03/2023, article 1.2	Sans objet
3	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 07/03/2023, article 1.4.3	Sans objet
4	Bornage	Arrêté Préfectoral du 07/03/2023, article 2.7.1	Sans objet
5	Panneaux	Arrêté Préfectoral du 07/03/2023, article 2.7.2	Sans objet
6	Accès à la voie publique	Arrêté Préfectoral du 07/03/2023, article 2.7.3	Sans objet
7	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 07/03/2023, article 3.2.1	Sans objet
8	Plan de localisation des remblais	Arrêté Préfectoral du 07/03/2023, article 3.2.2	Sans objet
9	Phasage	Arrêté Préfectoral du 07/03/2023, article 3.3	Sans objet
10	Extraction des matériaux	Arrêté Préfectoral du 07/03/2023, article 3.4	Sans objet
11	stockage temporaire des matériaux extraits – en bordure d'extraction	Arrêté Préfectoral du 07/03/2023, article 3.5	Sans objet
12	création de digue dans la zone « La fossée Cochon »	Arrêté Préfectoral du 07/03/2023, article 3.5	Sans objet
13	Procédure et document d'acceptation préalable	Arrêté Préfectoral du 07/03/2023, article 3.7.2	Sans objet
14	Admission des déchets	Arrêté Préfectoral du 07/03/2023, article 3.7.3	Sans objet
15	Registre déchets inertes extérieurs	Arrêté Préfectoral du 07/03/2023, article 3.7.4	Sans objet
16	Aire étanche et séparateur à hydrocarbure	Arrêté Préfectoral du 07/03/2023, article 5.2.3	Sans objet
17	Rejet d'eau dans le milieu naturel	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article art. 18-2-2-I	Sans objet
19	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 07/03/2023, article 5.4.1	Sans objet
20	Bruit	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 22.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitation de la carrière a débuté en mars 2023 par le décapage alors que l'étude d'impact avait

mis en évidence que les travaux de décapage devaient être réalisés en période de basses eaux, soit de juillet à octobre et hors période de nidification de l'avifaune, soit du 15 juillet au 1^{er} mars de l'année suivante. Au préalable l'exploitant s'était rapproché de la LPO afin d'évaluer le risque d'impact des opérations de décapage sur l'avifaune nicheuse. La LPO a conclu que les travaux étaient envisageables en mars 2023 vu l'absence d'oiseau nicheur.

L'exploitant devra compléter la surveillance des eaux souterraines par un relevé du niveau des plans d'eaux créés par l'extraction et un suivi spécifique du niveau du « Fossé des noues ».

Le jour de la visite, aucun déchet extérieur n'avait été mis en œuvre dans le cadre de la remise en état du site. Le phasage initial d'exploitation était respecté.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise en service

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Mise en service
Prescription contrôlée : « La mise en service de l'installation est réputée réalisée dès qu'ont été achevés les aménagements et équipements tels qu'ils sont précisés aux articles 4 à 7, éventuellement complétés par des travaux précisés par l'arrêté d'autorisation. L'exploitant notifie au préfet et au maire des communes concernées la mise en service de l'installation. »
Constats : L'exploitation de la carrière a débuté en mars 2023 par le décapage et l'enlèvement des découvertes. L'activité n'est pas régulière, elle varie en fonction de la demande.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Nature des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/03/2023, article 1.2
Thème(s) : Situation administrative, Nature des installations
Prescription contrôlée : 2510-1 exploitation de carrière (A) - production max 200000 t/an 2517 Station de transit (D) - S < 10000 m ²
Constats : Le plan d'exploitation présenté le jour de la visite était daté du 5 février 2024. Il faisait apparaître une surface exploitée de 1ha40 pour la première année soit 45 000 m ³ (74 000 t). Les produits d'extraction sont transportés par camions jusqu'à la station de traitement de Matignicourt-Goncourt pour traitement et commercialisation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/03/2023, article 1.4.3
Thème(s) : Situation administrative, Garanties financières
Prescription contrôlée : Préalablement à la mise en exploitation des parcelles objet du présent arrêté, l'exploitant adresse

<p>au Préfet et à l'inspection des installations classées:</p> <ul style="list-style-type: none"> • le document attestant la constitution des garanties financières établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ; • la valeur datée du dernier indice public TP01.
<p>Constats :</p> <p>Un acte de cautionnement valide du 07/03/2023 au 07/03/2027 est parvenu à l'Inspection des installations classées (IIC)</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Bornage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/03/2023, article 2.71</p>
<p>Thème(s) : Autre, Bornage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Préalablement à la mise en exploitation, l'exploitant est tenu de placer :</p> <ul style="list-style-type: none"> • des bornes en tous points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation, ces bornes doivent rester en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site, • un piquetage en tous points nécessaires pour matérialiser le périmètre d'extraction et les distances de recul imposées au présent arrêté.
<p>Constats :</p> <p>Les bornes et les piquetages étaient en place</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Panneaux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/03/2023, article 2.7.2</p>
<p>Thème(s) : Autre, Panneaux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents : son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux, l'adresse de la mairie où le plan de remise en état peut être consulté.</p> <p>L'exploitant est tenu d'installer en tous points nécessaire :</p> <ul style="list-style-type: none"> • des panneaux interdisant l'accès du public au site ; • des panneaux avertissant des dangers du site ; • des panneaux interdisant l'interdiction de décharge de quelque matériau que ce soit.
<p>Constats :</p> <p>Le panneau d'information était en place. Les panneaux de restriction d'accès et signalant le danger étaient en place. Une barrière de fermeture empêche l'accès à la carrière en dehors des périodes d'activité, des merlons disposés en limite de propriété clôture le site.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Accès à la voie publique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/03/2023, article 2.7.3
Thème(s) : Autre, Accès à la voie publique
Prescription contrôlée : L'accès à la voirie publique est aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité routière. Cet aménagement comprend notamment la mise en œuvre des points suivants au carrefour entre le chemin d'exploitation et la voie publique : <ul style="list-style-type: none">• le débouché de la carrière est présignalisé de part et d'autre sur la voie publique par des panneaux de danger : sortie de carrière ou sortie de camions,• un panneau « STOP » est disposé à la sortie de la carrière au débouché sur la voirie publique. A l'entrée du site est affiché un plan de circulation.
Constats : Les panneaux de signalisation étaient en place. Pour le transport des matériaux vers la station de traitement de Matignicourt-Goncourt, les chemins ont été aménagés et renforcés pour supporter le poids des camions. Selon l'exploitant, ces chemins répondent aux besoins de plusieurs exploitants travaillant dans le même secteur. Ils se sont entendus pour réaliser l'aménagement des chemins et pour les entretenir. Les transporteurs suivent un plan de circulation qui est à disposition du chauffeur dans chaque camion, un exemplaire du plan a été présenté. Les panneaux de signalisation étaient en place en sortie de carrière (STOP) et sur la voie publique en sortie de carrière.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/03/2023, article 3.2.1
Thème(s) : Autre, Plan d'exploitation
Prescription contrôlée : Avant le commencement des opérations de décapage, est établi un plan topographique de l'état initial des terrains naturels et agricoles des zones d'exploitation du site autorisé rattaché au nivellement général de la France (système NGF normal). Chaque année, est établi un plan d'exploitation orienté d'échelle adapté à la superficie du site. Sur ce plan sont reportés : <ul style="list-style-type: none">• les dates de levée ;• le périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation ainsi que ses abords, dans un rayon de 50 m, la dénomination des parcelles cadastrales concernées ;• les limites de sécurité et périmètres de protection institués en vertu de réglementations spéciales ;• les clôtures ou tout dispositif équivalent ;• les bords de la fouille ;• le périmètre d'extraction ;• les zones particulières de préservation écologiques ;• les courbes de niveau (équidistantes, tous les 10 m d'altitude) ou les cotes d'altitude (NGF) des points significatifs et des points levés ;• les courbes bathymétriques sur l'ensemble des plans d'eau ;• la position de tous ouvrages ou équipements fixes présents sur le site et dans son voisinage immédiat et, en particuliers ceux dont l'intégrité conditionne la santé et la sécurité publique ;• l'emplacement exact du bornage ;• l'étendue des zones décapées et l'emplacement des zones de stockage des déchets inertes d'extraction internes ;

<ul style="list-style-type: none"> • les limites des phases d'exploitation et de remise en état définies pour calcul des garanties financières ; • les zones où l'exploitation est terminée, celles en eau, celles remblayées et celles remises en état ; • les voies d'accès et chemins menant à la carrière ; • les piézomètres, cours d'eau, et fossés limitrophes à la carrière.
<p>Constats :</p> <p>Le dernier plan d'exploitation a été présenté, il était daté du 5 février 2024, soit un peu moins d'un an après la mise en service de la carrière.</p> <p>Les informations demandées sont reportées sur le plan.(périmètres, emplacement des terres de découverte, bords de fouille, niveaux, ouvrages, piézomètres, aire étanche et séparateur à hydrocarbure, bornage, décapage, zone remise en état, accès...)</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Plan de localisation des remblais

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/03/2023, article 3.2.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Plan de localisation des remblais</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour, un plan précis des zones à remblayer et des zones déjà remblayées. Ce plan doit permettre d'assurer la traçabilité du remblayage selon un maillage adapté.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de la visite, aucun remblai extérieur n'avait été mis en œuvre dans le cadre de la remise en état.</p> <p>Les réaménagements ont été réalisés avec des matériaux de découverte provenant exclusivement du site.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Phasage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/03/2023, article 3.3</p>
<p>Thème(s) : Autre, Phasage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le phasage joint en annexe II doit être scrupuleusement respecté. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de la visite, la partie est de la phase 1 et la phase 2 étaient exploitées et en partie remise en état, la phase 3 et une partie de la phase 1 était décapée. L'exploitation de la phase 3 commençait tout juste. L'avancement de l'exploitation est conforme au phasage prévu.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Extraction des matériaux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/03/2023, article 3.4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Extraction des matériaux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

<p>Les opérations de décapage seront réalisées en dehors des périodes de précipitations importantes et en période de basses eaux (juillet à octobre). La côte minimale d'extraction selon le secteur est de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Secteur le Fossé Cochon 108 m NGF ; • Secteur le Saule la Prévost Nord 107 m NGF ; • Secteur le Saule la Prévost Sud 108 m NGF ; <p>tel que défini dans l'état initial (plan topographique défini au 3.2.1.). [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Les opérations de décapage ont été réalisées en mars 2023 et en septembre 2024. La première opération de décapage a été réalisée hors période autorisée.</p> <p>L'étude d'impact avait mis en évidence qu'un ennoyage quasi-total de la découverte était possible sur l'ensemble du site en périodes de hautes à moyennes eaux et que pour éviter de rabattre la nappe lors du décapage de la découverte, celui-ci devrait être réalisé en période de basses eaux (juillet à octobre).</p> <p>Il était précisé dans cette même étude que les travaux de décapage devaient être réalisés entre mi-juillet et début mars de l'année suivante soit hors période de nidification des oiseaux. (voir art. 2.1.2 de l'AP n° 2023 A 21 IC du 7 mars 2023)</p> <p>L'exploitant a précisé que préalablement à la réalisation des travaux de décapage en mars (hors période autorisée), Il s'est rapproché de la LPO afin d'évaluer le risque d'impact des travaux de décapage sur les espèces nicheuses.</p> <p>Un rapport de la LPO du 21 mars 2023 a été présenté. Il fait état de la visite réalisée sur le site le 20 mars 2023 et conclut que les travaux pouvaient débuter en mars vu l'absence d'oiseau nicheur et se poursuivre en avril à condition que la végétation ne s'y développe pas. Il préconisait qu'un nouvel état des lieux soit réalisé aux alentours du 10 avril. Le rapport de la visite d'avril n'a pas été présenté.</p> <p>L'exploitant n'a pas apporté de précision sur le niveau de la nappe lors de l'opération de décapage réalisée en mars.</p> <p>La côte minimale d'extraction était respectée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'Inspection note que seul le premier décapage a été réalisé hors période autorisée, le suivant a eu lieu en septembre 2024, en période de basses eaux, autorisée. L'exploitant s'est engagé à réaliser les prochains décapages en période autorisée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : stockage temporaire des matériaux extraits – en bordure d'extraction

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/03/2023, article 3.5</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, stockage temporaire des matériaux extraits – en bordure d'extraction</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les matériaux extraits seront stockés temporairement en bordure d'extraction afin d'y subir un pré-égouttage. Au sud du site, les dépôts seront positionnés parallèlement aux écoulements. [...]</p>
<p>Constats :</p>

Les matériaux d'extraction étaient déposés dans un premier temps à proximité du site d'extraction pour égouttage puis déplacés sur une plateforme de chargement accessible aux camions.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : création de digue dans la zone « Le fossé Cochon »

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/03/2023, article 3.5

Thème(s) : Risques chroniques, création de digue dans la zone « Le fossé Cochon »

Prescription contrôlée :

[...] Lors des opérations d'extraction de la partie sud du secteur « Le Fossé Cochon » entre les futurs plans d'eau résiduels (voir le plan de réaménagement de l'état final annexé), du gisement sera laissé en place de façon à garantir la stabilité des terrains. La digue ainsi constituée aura les dimensions suivantes : largeur de 10 m sur le toit pour une largeur en fond de fouille de 19 m, pentes de 45° environ. [...]

Constats :

L'exploitation n'est pas suffisamment avancée, la constitution de la digue ne devrait intervenir qu'en fin de phase 3.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Procédure et document d'acceptation préalable

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/03/2023, article 3.7.2

Thème(s) : Risques chroniques, Procédure et document d'acceptation préalable

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place une procédure d'acceptation préalable, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et être utilisés pour le remblayage de la carrière. L'exploitant s'assure que:

- les déchets apportés ont fait l'objet d'un tri au plus près de leur lieu de production ;
- les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés ;
- que les déchets d'enrobés bitumineux relevant du code 17 03 02 de la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ont fait l'objet d'un test montrant qu'ils ne contiennent ni goudron ni amiante.

Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant :

- le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;
- le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;
- le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;
- l'origine des déchets ;
- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- la quantité de déchets concernée est en tonnes.

Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires.

La durée de validité du document précité est d'un an au maximum.

Un exemplaire original de ce document est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans

et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Lorsqu'elles existent, les copies des annexes sont conservées pendant la même période.
Constats :
Aucun déchet extérieur n'a été mis en œuvre sur le site
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Admission des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/03/2023, article 3.7.3
Thème(s) : Risques chroniques, Admission des déchets
Prescription contrôlée : Avant d'être admis, tout chargement de déchets fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement par l'exploitant de l'installation. En cas d'acceptation des déchets, l'exploitant délivre un accusé d'acceptation au producteur des déchets en complétant le document préalable par les informations minimales suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • la quantité de déchets admise, exprimée en tonnes ; • la date et l'heure de l'acceptation des déchets.
Constats :
Aucun déchet extérieur n'a été mis en œuvre sur le site
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Registre déchets inertes extérieurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/03/2023, article 3.7.4
Thème(s) : Risques chroniques, Registre déchets inertes extérieurs
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un registre d'admission. Il y consigne pour chaque chargement de déchets présenté : <ul style="list-style-type: none"> • la date de réception des déchets ; • la référence du document préalable d'acceptation ; • le résultat du contrôle visuel et, le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement ; • la localisation la zone où les déchets ont été mis en remblais en lien avec le plan de référencement des zones de remblaiement, L'exploitant tient à jour un registre des refus d'admission. Il y consigne pour chaque chargement de déchets présenté le motif de refus d'admission ; la date ; le nom du producteur du déchet. Ce registre est conservé jusqu'à la réception du procès verbal de récolement et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats :
Aucun déchet extérieur n'a été mis en œuvre sur le site
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Aire étanche et séparateur à hydrocarbure

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/03/2023, article 5.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Aire étanche et séparateur à hydrocarbure
Prescription contrôlée : [...] Le décanteur-séparateur d'hydrocarbures est nettoyé aussi souvent que nécessaire et au moins une fois par an. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Une aire étanche était en place sur le site, elle était située près d'un conteneur qui contient le réservoir de carburant utilisé pour le rempotage des véhicules . Le plein des véhicules est réalisé sur l'aire étanche reliée à un séparateur à hydrocarbure. L'exploitant a présenté un bordereau de suivi de déchets (BSD) dangereux émis lors du vidage du séparateur à hydrocarbure. Le BSD était issu de l'application Trackdéchets. Les boues (code déchet 13 05 08*) ont été collectées le 29/11/2024 par un prestataire qui les a acheminées vers un centre de regroupement. Le code d'élimination/valorisation prévu était le R13. Le BSD présenté a permis de suivre le cheminement des produits évacués via l'application Trackdéchets, le code d'élimination final n'était pas précisé. Le traitement n'était pas finalisé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Rejet d'eau dans le milieu naturel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article art. 18-2-2-I
Thème(s) : Risques chroniques, Rejet d'eau dans le milieu naturel
Prescription contrôlée : [..] I. Les eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel respectent les prescriptions suivantes : <ul style="list-style-type: none">• le pH est compris entre 5,5 et 8,5;• la température est inférieure à 30 °C;• les matières en suspension totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l (norme NF T 90 105);• la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (D.C.O.) a une concentration inférieure à 125 mg/l (norme NF T 90 101);• les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 10 mg/l (norme NF T 90 114). [...]
Constats : Un rapport d'analyse d'un échantillon prélevé sur les eaux issues du séparateur à hydrocarbure a été présenté. Le prélèvement a été réalisé le 1 ^{er} juillet 2024. Les valeurs mesurées respectaient les seuils réglementaires.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 18 : Surveillance du niveau des eaux superficielles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/03/2023, article 5.3
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance du niveau des eaux superficielles

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant réalise un relevé du niveau des plans d'eaux créés par l'extraction 2 fois par an, en période de basses eaux et en période de hautes eaux. Ces relevés font l'objet d'un enregistrement jusqu'à la remise en état final. Un suivi spécifique du niveau du « Fossé des noues » est réalisé pendant les phases d'extraction en hautes eaux et basses eaux en vue de le comparer aux variations naturelles connues.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le relevé des niveaux d'eau réalisé sur les 4 piézomètres a été présenté. 3 campagnes de relevé ont été réalisées depuis la mise en service : en mai et novembre 2023 et en juillet 2024. Un suivi du niveau du plan d'eau créé par l'extraction n'a pas été présenté. Le suivi spécifique du niveau d'eau du « Fossé des noues » n'a pas été présenté.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection propose à monsieur le préfet de la Marne de rappeler à l'exploitant ses obligations réglementaires par lettre de suite préfectorale. L'exploitant mettra en place un suivi du niveau du plan d'eau créé par l'extraction. Il est précisé dans l'article 5.4.1 de l'arrêté Préfectoral du 07/03/2023 que les piézomètres Pz1 et Pz3 peuvent participer au suivi du niveau du « Fossé des noues ». Le suivi des niveaux des piézomètres Pz1 et Pz3 ont été relevés, l'exploitant justifiera que les variations des niveaux d'eau du fossé des noues et les variations des piézomètres Pz1 et Pz3 sont équivalentes. Sinon il mettra en place un suivi spécifique du niveau d'eau du « Fossé des noues ».</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 19 : Surveillance des eaux souterraines

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/03/2023, article 5.4.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le réseau de surveillance se compose des ouvrages suivants : [Pz1, Pz2, Pz3, Pz4] La localisation des ouvrages est précisée sur le plan joint en annexe V. Le plan est actualisé à chaque création de nouveaux ouvrages de surveillance. Les piézomètres Pz1 et Pz3 peuvent participer au suivi du niveau du « Fossé des noues ». Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau doivent être effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur. Les seuils de détection retenus pour les analyses doivent permettre de comparer les résultats aux valeurs de référence en vigueur (normes de potabilité, valeurs-seuil de qualité fixées par le SDAGE,...). L'exploitant fait analyser les paramètres suivants, avec les fréquences associées : Pz1, Pz2 Pz3, Pz4 : bi annuel (basses et hautes eaux) : T°, PH, COT, Conductivité, Indice hydrocarbure, HAP, métaux lourds. [...] Le niveau piézométrique de chaque ouvrage de surveillance est relevé à chaque campagne de prélèvement. L'exploitant joint alors aux résultats d'analyse un tableau des niveaux relevés (exprimés en mètres NGF), ainsi qu'une carte des courbes isopièzes à la date des prélèvements, avec une localisation des piézomètres. Les résultats seront enregistrés et transmis via l'application GIDAF.</p>
<p>Constats :</p>

<p>L'exploitant a présenté un tableau présentant les résultats des différents suivis réalisés depuis la mise en service soient en mai et novembre 2023 et juillet 2024.</p> <p>Les analyses réalisées en mai 2023 correspondent à l'état initial du sol.</p> <p>Le rapport d'analyse de juillet 2024 a été envoyé à l'IIC, les valeurs des analyses de juillet 2024 ont été enregistrées dans l'application GIDAF. L'IIC a pu constater une erreur sur la saisie de la valeur des Métox (métaux toxique totaux) dans l'application GIDAF. La valeur de 0,0058 µg/l a été saisie au lieu de 0,058µg/l.</p> <p>Les rapports des analyses font apparaître une valeur des Métox plus importante sur le piézomètre Pz2 à chaque campagne d'analyse.</p> <p>Globalement il n'a pas été constaté d'évolution notable des résultats d'analyses depuis la mise en service qui pourrait révéler un impact de la carrière sur les eaux souterraines.</p> <p>On note une baisse des métox sur le piézomètre aval Pz4.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant veillera à corriger la valeur des métox saisie dans GIDAF sur le relevé de juillet 2024</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 20 : Bruit

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 22.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Bruit</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un contrôle des niveaux sonores est effectué dès l'ouverture « du site » pour toutes les nouvelles exploitations et ensuite périodiquement, notamment lorsque les fronts de taille se rapprochent des zones habitées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le contrôle des niveaux sonores n'a pas été réalisé, l'exploitant a présenté un devis pour une prestation de contrôle des niveaux sonores sur la carrière.</p> <p>Il s'est engagé à réaliser le contrôle des niveaux sonores.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant réalisera le contrôle des niveaux sonores. Ce point pourra faire l'objet d'un point de contrôle lors d'une prochaine visite.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>